

MAROC

Adaptation aux changements climatiques

Invité au débat sur la charte nationale de l'environnement, à Rabat (Maroc) le 12 mars 2010, A. El Fouladi a profité de son séjour au pays pour participer (avec une communication orale plaidant pour la création d'un observatoire national du climat et de l'environnement) à la «Rencontre régionale: Adaptation aux changements climatiques au Maghreb; Bilan et perspectives» organisée par l'Université Hassan II (Casablanca) avec le soutien du programme ACCA du CRDI et du DFID.

A. El Fouladi a également accordé une interview au quotidien les Échos dont voici le texte intégral:

Sommes-nous au Maroc dans une situation de risque climatique ?

Certainement. Tous les modèles de simulation climatiques le prévoient. En gros les pays dits en développement seront les plus touchés contrairement aux pays du nord qui pourraient même bénéficier du réchauffement global. Des pays comme le Canada ou les USA par exemple, pourraient bénéficier de l'effet fertilisant du dioxyde de carbone sur certaines cultures céréalières. Ceci sans oublier le réchauffement de certains types de sols (comme le pergélisol) qui pourraient devenir des terres agricoles et pourraient même faciliter la délocalisation des populations du sud touchés par le réchauffement climatique.

Quels sont les impacts immédiats du dérèglement climatique auxquels le Maroc fait face aujourd'hui ?

Notre pays se trouve coincé entre l'enclume de la hausse du niveau moyen de la mer, pouvant menacer les installations économiques côtières, et le marteau de la désertification pouvant déclencher des migrations climatiques internes qui pourraient s'ajouter à une nouvelle catégorie de réfugiés venus de l'extérieur : Les réfugiés climatiques. Ajouter à cela un risque accru de sécheresse qui va, entre autre, appauvrir la nappe phréatique, diminuer la superficie agricole et exacerber la salinité des terres arables suite à une irrigation et à un drainage insuffisants. À titre d'exemple, et selon une fiche relative au coût de dégradation des terres (publiée par le haut commissariat aux forêts et à la lutte contre la désertification) "la salinisation affecte environ 160 000 ha, soit environ 16 % des terres irriguées, et à un moindre effet à court terme une superficie 210000 ha".

Par ailleurs, et selon une étude parue en 2006, le Maroc se situe dans une zone où la désertification menace plus de 0,5 % de sa superficie totale, et ce, annuellement !

Avez-vous une idée du coût économique de ces impacts du climat sur le Maroc ?

Je ne suis pas spécialiste en la matière. Mais il est à craindre que les coûts vont se chiffrer en milliards de dollars. Rien que pour la désertification, la fiche citée ci-dessus, évalue les impacts économiques à plus de 4 milliards de dirhams. Ajouter à cela les impacts sur l'agriculture, sur la production d'énergie, et sur les installations côtières ; sachant que plus de 75 % de notre industrie est placée dans les zones côtières et pourrait être menacée par une éventuelle hausse du niveau de la mer.

Quels sont les secteurs économiques pour lesquels les effets actuels du climat sont à craindre ?

La sécheresse et la désertification, avec toutes leurs composantes (salinisation, érosion, assèchement de la nappe phréatique...) menacent directement l'agriculture qui serait "le talon d'Achille" de l'économie marocaine, à une moindre mesure l'industrie forestière. Ajouter à cela la hausse du niveau de la mer et le dérèglement des courants marins qui représentent une menace potentielle pour

toutes les industries installées le long des côtes y compris les richesses halieutiques et les installations touristiques. D'où l'intérêt d'études prospectives dans ce domaine en vue de protéger les installations existantes et mettre à l'abri les projets futurs.

Cette année, plusieurs régions du Maroc ont été victimes d'inondations. Quelles sont les causes identifiées de cet aléa climatique ?

Ce sont là des dérèglements qui font le bonheur des sceptiques ; Les climatologues sont habitués maintenant aux arguments du genre "comment pourriez vous parler de réchauffement de la planète alors que l'Europe et le Maroc sont en train de vivre des hivers de plus en plus rigoureux ; Alors que l'est des USA a connu cette année une tempête de neige d'environ un mètre !

Une réponse très simplifiée, et sans rentrer dans les détails des lois physiques régissant ces phénomènes: Comparons le système climatique à un ensemble de ressorts en équilibre. Tirons sur cet ensemble vers le haut : Le système va monter tout en oscillant de haut en bas longtemps avant d'atteindre son équilibre dans une position plus élevée. Le climat se comporterait schématiquement de la même façon et c'est normal qu'on vive des dérèglements de la météo du genre qui affecte actuellement le Maroc.

Quels sont les coûts des dégâts causés par cette catastrophe ?

Je ne peux malheureusement pas répondre à une telle question faute de données officielles.

Quelles sont les mesures à prendre pour pallier les risques climatiques au Maroc ?

Le Maroc a tout intérêt à mettre l'accent sur les moyens d'adaptation et de mitigation au lieu de s'attarder sur les moyens de lutter contre les changements climatiques car à supposer qu'on arrête totalement de produire des gaz à effet de serre, la tendance au réchauffement va se maintenir. Ce serait comme soustraire une goutte d'un océan de pollution.

Notre pays aurait tout avantage à créer un organisme transversal capable de centraliser l'information, coordonner et mener les actions nécessaires pour assurer le monitoring des phénomènes climatiques, recueillir et compiler les données, identifier les axes de recherche pertinents, s'assurer des partenariats au niveau national et international et développer les politiques d'adaptation aussi bien au niveau national que régional.

Ces mesures sont-elles suffisantes pour mettre le Maroc à l'abri de dégâts causés par l'instabilité du climat ?

Ce serait risqué de répondre par l'affirmative. Mais une chose est sûre : La facture sera lourde si on se confine à ne rien faire. Le principe de la précaution nous dicte d'agir rapidement au lieu d'attendre.

Quelles sont les mesures additionnelles à envisager ?

Le Maroc est sur le point d'adopter une charte nationale de l'environnement. Or l'environnement est indissociable du Climat ! L'interaction de deux concepts doit mener à repenser le projet de cette charte, de façon à intégrer la dimension concernant les mécanismes d'adaptation aux changements climatiques. Du fait que cette charte est appelée à tenir le rôle d'une "loi fondamentale" en la matière, cela va légitimer et engendrer des actions efficaces, notamment par la mise sur pied d'un "observatoire national de l'environnement et du climat" qui constituerait probablement une primeur régionale si ce n'est pas mondiale.

Interview publiée partiellement dans les Échos N°87 du 18/03/2010.

Soulignons que l'idée de création d'un observatoire national pour le climat et l'environnement fut très bien accueillie par les spécialistes réunis à Casablanca.

Elle fut également retenue parmi les recommandations qui vont figurer dans la déclaration finale de cette rencontre régionale sur l'adaptation aux changements climatiques organisée sous le haut patronage de SM le Roi Mohammed VI.

Événement

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

20 milliards de dégâts | **10% de PIB** | **50% de PIB**

Repères

certitudes et les réponses marocaines

A. El Fouladi, directeur général de l'Observatoire national de l'environnement et du climat, lors d'une conférence de presse à Casablanca.